

La BIG Coalition

Le revenu citoyen dans le contexte d'un pays pauvre

En Namibie une association citoyenne du nom de BIG Coalition* revendique la distribution d'un revenu de base à tout citoyen. Et pour montrer que ça marche, elle a organisé une expérience grandeur nature.

La Namibie est un des pays les plus pauvres du monde: près des deux tiers de sa population vivent sous le seuil de pauvreté.

Ayant hérité de la colonisation et de l'apartheid d'un des systèmes sociaux des plus inégalitaires au monde, ce pays, avant d'espérer tout essor économique, se doit de mettre fin à ces systèmes. C'est l'objectif du projet de revenu citoyen défendu bec et ongles par la BIG Coalition.

Selon ce projet, chaque Namibien sans exception aurait droit à une allocation de cent dollars namibiens (environ dix euros) par mois depuis sa naissance jusqu'à sa pension, le chef de ménage recevant l'allocation au nom des enfants de moins de dix-sept ans.

Les riches comme les pauvres bénéficieraient de la même allocation, mais le projet prévoit la possibilité de récupérer l'allocation versée aux plus riches par le biais des impôts. Ce système aurait l'avantage d'une sérieuse économie au niveau des structures de contrôle administratif de l'allocation.

Le financement du système relève surtout, selon la Coalition, de choix politiques autour de trois axes: une redéfinition de la solidarité par le biais des impôts, une augmentation de la TVA et une redéfinition des priorités budgétaires.

Comme des objections de toutes sortes n'ont cessé de torpiller le projet, la BIG Coal-

ition a mis en route, en janvier 2008, un projet pilote - une première mondiale - couvrant près de quatre cents personnes sur deux ans dans la région d'Otjivero-Omitara, à une centaine de kilomètres de la capitale Windhoek. Le rapport présentant les résultats intermédiaires est parlant.

CHANGEMENT RADICAL

«Avant l'introduction du BIG, Otjivero-Omitara souffrait du chômage, de la faim et de la pauvreté. La plupart des résidents s'y étaient installés parce qu'il n'y avait pas d'autre endroit où aller, leur vie était déterminée par les privations et ils avaient peur d'espoir dans le futur.»

Dès l'instauration du revenu citoyen, la situation change radicalement: l'espoir revient, la communauté s'organise et se prend en main, des familles d'autres régions y migrent (malgré le fait qu'elles n'avaient pas droit au revenu) la grande pauvreté diminue de plus de 75%, l'activité économique augmente, le taux d'actifs augmente de 25% et de nombreuses personnes ont osé créer leur propre petite entreprise, la malnutrition a diminué sensiblement, le nombre d'enfants scolarisés a fortement augmenté, les cas d'abandon d'école sont passés de 40% à près de 0%, les recours aux soins de santé ont été multipliés par cinq, les dettes des ménages ont diminué de 40% et les économies des ménages, exprimées en petits animaux alimentaires, ont fortement augmenté, les délits et crimes ont diminué de 40%, la dépendance des femmes a diminué.

L'Europe n'est certes pas la Namibie, mais tout conduit à penser qu'elle pourrait beaucoup apprendre de tels résultats.

*Basic Income Grant Coalition



Grâce au projet pilote de revenu citoyen mené en Namibie, Joseph Ganeb a pu créer sa fabrique de briques

JUNCKER

Au cour de la campagne électorale, le Premier ministre prenait position sur un revenu citoyen: «C'est une idée qui ne me réchauffe pas. Nous avons un salaire minimum solide pour ceux qui travaillent et le RMG pour ceux qui ne trouvent pas d'emploi. Ils permettent d'éviter les filets de la pauvreté et de la précarité. Un revenu de base inconditionnel ne correspond pas à ma vision des transferts sociaux. Chacun doit pouvoir vivre et l'État doit aider celui qui n'a pas assez de revenus. Mais je suis contre l'idée d'un État qui arrose tous les citoyens, qu'ils en aient besoin ou non.»

HOFFMANN

Revenu citoyen? Le député Déi Lénk, André Hoffmann, estime qu'«il faut y réfléchir». Pour un parti de gauche fortement enclin à valoriser le travail, difficile de faire le pas: «Est-ce vraiment la fin de la société du travail? Il y a beaucoup de paramètres à étudier mais j'y vois tout de même deux avantages: s'il est assez haut il pourrait faire pression sur les salaires. Par ailleurs, les gens ne devraient plus se vendre auprès des entreprises, mais le contraire.»

BAUSCH

Le président du groupe parlementaire Déi Gréng: «Certes, il faut l'adapter parce qu'il y a trop de restrictions mais on a déjà le RMG. Il faut que chacun ait un revenu décent mais j'ai vraiment du mal à imaginer un système de revenu universel dans lequel l'État donnerait encore plus d'argent aux riches.»

Réinventer le travail

La flexicurité pour prendre ses distances avec l'emploi

RÔLE

«La communauté doit donc faire vivre tous ses membres puisque, grâce à eux, elle en a définitivement les moyens. Son rôle n'est pas et n'a jamais pu être de leur procurer du travail (...), mais de procurer des produits.»

Jacques Duboin, (1879-1976, économiste et homme politique français, fondateur de la revue «La grande relève» et de l'école française d'économie distributive).

Inaccessible pour toute une population, le travail ne peut plus être l'unique source de revenu permettant d'assurer l'acquisition des biens de première nécessité. Comme le revenu citoyen, la notion de flexicurité vise à modifier ce lien de subordination, même si l'objectif est différent.

Une partie de la population vit aujourd'hui dans l'insécurité car elle n'a pas accès au monde du travail.

Le travail rémunéré reste, pour l'heure, avec il est vrai toute une panoplie d'aides octroyées dès lors que la recherche d'emploi est prouvée, la seule façon, à défaut de bénéficier de revenus du capital, de percevoir des rentrées fi-

nancières susceptibles d'assurer l'acquisition des biens de premières nécessités: nourriture, santé, logement...

Briser le lien de subordination entre le revenu et le travail, tel est l'un des grands principes du revenu citoyen qui vise la pauvreté zéro.

Mais modifier ce rapport étroit sous-tend également un autre concept largement médiatisé, celui de flexicurité (ou flexisécurité), notion née aux Pays-Bas il y a une dizaine d'années.

Il ne s'agit pas dans ce cas d'octroyer à tous un revenu sans condition mais de faire en sorte que la perte d'un emploi ne soit plus vécue comme un drame mais comme une opportunité de rebondir ailleurs en favorisant l'accès à la formation, et cela tout en garantissant des indemnités de chômage permettant de faire face à cette période de transition.

Pour résumer, l'ambition est de passer d'un système censé

assurer la sécurité par l'emploi à un système garantissant la sécurité de l'employabilité.

Même si les définitions sont légion, voilà pour le principe. Dans les faits, cela nécessite toute une batterie de mesures pas évidentes à mettre en place: modernisation de la législation liée à l'emploi, système d'apprentissage tout au long de la vie, réorganisation du travail, adaptation des systèmes d'indemnisation ou de sécurité sociale...

AUTRE AMBITION

Bref, des réformes qui impliquent un partenariat fort entre les entreprises, les partenaires sociaux (syndicats notamment) et le gouvernement.

L'Europe s'est également saisie du dossier pour définir de grands principes communs. Pour l'heure, quelques pays donnent l'exemple en la matière, à commencer par le Danemark, les Pays-Bas ou la

Suède qui appliquent chacun leur vision personnelle de ce que doit être la flexicurité.

De nombreux États ont entamé des réflexions, engagé des premières mesures et autres expérimentations, notamment le Luxembourg.

Certains de ses principes étant susceptibles de pallier les dégâts de la crise en matière d'emploi en optimisant la compétitivité des entreprises, la flexicurité enregistre actuellement un regain d'intérêt.

Cela dit, si une modernisation du travail s'avère nécessaire, ne serait-ce que parce que les besoins en «bras et en cerveaux» iront en s'amenuisant, la flexicurité a ses limites.

Si le concept est censé, notamment, améliorer le taux de risque de pauvreté, c'est davantage une conséquence (heureuse) qu'un objectif affiché.

La flexicurité comme le revenu citoyen réinterrogent le rapport travail-revenu mais la comparaison s'arrête là.